

# MÉLANGES RELIGIEUX

## POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES

Vol. XI. Montreal, Vendredi, 21 Juillet 1848. No. 90.

### AFFAIRES DE PARIS.

Paris, 29 Juin 1848.

La dissolution des ateliers nationaux de Paris a été l'origine et le prétexte de cette guerre sociale, qui a eu pour victimes les ouvriers d'un côté, la garde nationale et l'armée de l'autre. La création des ateliers nationaux avait été l'acte le plus malheureux du gouvernement provisoire. Elle avait ouvert un refuge à tous les faibles et à tous, les gens sans aveu, qui étaient accourus de toutes les parties de la France dans cette espèce d'hôtellerie publique, où le travail était fictif, où le salaire seul était une réalité. Le nombre des frêles qui s'étaient abattus sur cette ruée s'élevait à près de 150,000, parmi lesquels figurait, dit-on, 20,000 forçats libérés ou évadés, et 30 ou 40,000 portiers et domestiques, qui cumulaient avec le salaire de leur profession celui d'un titre audacieusement usurpé. Le trésor public, épuisé ne pouvait jeter plus longtemps la richesse de la France en pâture à ce polype aux 150,000 bouches affamées, aux 300,000 bras oisifs. L'Assemblée nationale résolut de l'extirper. Elle ne fut secondée qu'avec répugnance et indécision, dans ce hardi dessein, par le pouvoir exécutif, de la part duquel la création de ces ateliers nationaux n'avait pas été un acte tout-à-fait irrévocable.

Pressé néanmoins par les résolutions énergiques de l'Assemblée, le pouvoir exécutif prit des mesures pour la dissolution graduelle des ateliers nationaux. Il ordonna que tous les ouvriers de ces ateliers, étrangers à la ville de Paris, retourneraient dans leurs départements, où ils seraient transportés aux frais de l'état et où ils seraient employés à des travaux publics; sinon, ils pouvaient s'enrôler dans l'armée, même à 17 ans, et partir pour la frontière. Cette alternative fut peu de goût de ces prétoriens en blouse, et l'heure de la lutte sembla venue aux hommes qui, depuis quelque temps déjà, avaient prévu ce résultat et fait leurs préparatifs en conséquence. Ce mécontentement n'en saurait douter, sont les affidés et les complaisés de ceux qui ont déjà tenu, le 15 mai de chasser l'Assemblée nationale, et de confier les destinées de la France à Barbes, Blanqui et autres hommes d'état de la même farine. — D'où, dans la matinée du 22 juin, les meneurs du complot ont répandu, parmi les ouvriers qui se préparaient à quitter Paris, le bruit qu'ils seraient très-mal traités en province; que ceux qui s'étaient rendus dans les départements y avaient été reçus à coups de bâton; que les campagnes de la Silésie, qu'on les envoyait défricher, étaient une terre pourrie où ils mourraient de faim et de froid. Sous l'empire de ces excitations, un groupe de 400 ouvriers environ se présentait au Luxembourg, en demandant à parler à la commission exécutive. M. Marie reçut une députation de cinq d'entre eux; mais, ayant reconnu dans celui qui était à leur tête un homme qui avait, avec sa bande, envahi l'Assemblée le 15 mai, il refusa de le reconnaître comme l'organisateur des ouvriers, et s'adressant aux quatre autres délégués il leur dit: "Vous n'êtes pas esclaves de cet homme-là; vous pouvez vous-mêmes exposer vos griefs." M. Marie, après avoir écouté avec attention leurs demandes, chercha à leur faire entendre raison; mais ses efforts furent vains. Les délégués, en rendant compte de cette entrevue à leurs camarades, qui les attendaient sur la place Saint-Sulpice, d'injurèrent, à ce qu'il paraît, les paroles du ministre, et dirent qu'il les avait appelés esclaves. Les ouvriers répondirent par les cris: *A bas Marie! — A bas la Commission Exécutive! — A bas l'Assemblée! — Nous resterons! — A bas les pichés! — Vive Barbes! — Vive Blanqui!* Cette colonne s'est alors dirigée dans divers quartiers de Paris. Le signal était donné. L'insurrection fut déclenchée par le lendemain. Le plan qu'elle avait suivi, on le sait qu'elle avait arrêté depuis longtemps, était basé sur des combinaisons stratégiques plus savantes et plus redoutables qu'aucune des tentatives de révolte faites depuis cinquante ans. Voici quel fut ce plan.

Les insurgés avaient choisi pour champs de bataille les ruis faubourgs du Temple, Saint-Antoine et Saint-Marceau, où l'enveloppement, à l'Est, la moitié Paris, et sont les trois ruis principaux de la classe ouvrière. Ils s'emparèrent immédiatement de cette terre classique de l'émeute, et la couvrirent de barricades, qu'ils poussèrent jusque dans la rue Saint-Antoine, vers la place Bandoyer, au centre; jusqu'à la place Lafayette, dans le faubourg Poissonnière, sur leur droite; et jusqu'au pont Saint-Michel, par la rue de la Harpe, sur leur gauche. Leur but était de s'avancer, par trois lignes principales, sur l'Hôtel de Ville, le siège historique des gouvernements révolutionnaires, et après en être emparés, de marcher par les deux rives de la Seine et l'Assemblée Nationale. Celle-ci était résistée à leurs attaques, qu'ils n'en fussent peu préoccupés; car, une fois maîtres de l'Hôtel de Ville et de la moitié de Paris qui s'étendait sur ses derrières, et sur ses flancs, ils pouvaient agir en état de siège et lancer des obus et des boulets. En outre de ces trois camps principaux, les conjurés avaient résolu d'élever des barricades en guise d'ouvrages avancés, dans Cité, le quartier des Halles, les rues Rambuteau, Saint-Martin, devant les deux portes de ces deux dernières, sur les boulevards, enfin partout où ils pourraient faire. Ils avaient choisi pour quartiers généraux, sur leur gauche, le Panthéon et l'église Saint-Séverin; sur leur droite les bâtiments de la douane, l'église Saint-Vincent-de-Paul et le cloître Saint-Lazare; le faubourg Saint-Antoine, en arrière, formait une sorte de réserve et de retraite. Des conciliabules furent tenus toute la nuit, et des émissaires expédiés de toutes parts dans les ténèbres. Quelques collisions eurent lieu pendant cette nuit du 22, l'organisation la révolte, quelques patrouilles furent détachées; mais l'insurrection ne jeta le masque que le lendemain 23. Les mouvements commencèrent à la Bastille, où deux bandes se mirent en marche, avec les drapeaux nationaux, et, à dix heures, les premières barricades s'élevèrent aux portes Saint-Martin et Saint-Denis, dans tous les quartiers marqués, par les chefs du complot. Ces barricades furent formées, avec une audace, un élan et une promptitude miraculeux, de tous les omnibus qu'on saisit au passage, des meubles des maisons, des échelles, des pistolets au poing, le tout entremêlé de pavés,

de rampes de fer arrachées aux escaliers, de sacs de terre, de matelas, et surmonté de drapeaux rouges ou tricolores, avec bonnet rouge et bande noire, ayant mille devises diverses. Les plus nombreuses étaient néanmoins celles-ci: *Du travail ou la mort!* — *La République Démocratique et Sociale!* — L'insurrection révolutionnaire se propagea avec rapidité, et la première lutte eut lieu à la porte Saint-Denis, entre les insurgés et la garde nationale. Celle-ci fut repoussée d'abord, parce qu'elle agit sans ensemble et avec des forces et des munitions insuffisantes. Une épée d'indécision régnait dans ses rangs, et surtout parmi les classes ouvrières qui en font partie. On se demandait ce que voulaient les révoltés. *Du travail!* — *La République Démocratique et Sociale!* ces devises ne semblaient pas trop menaçantes aux gens qui acceptent assez volontiers la marchandise sur l'échiquier du sac. Enfin le gouvernement lui-même semblait craindre d'engager la troupe avec l'émeute. L'audace et la force de celle-ci s'accroissent de toute cette indécision, de toute cette faiblesse, et Paris tomba sous son joug, si, aux cris de: *A bas la Commission Exécutive!* elle avait joint ceux de: *Vive Louis-Napoléon!*

Tout le monde finit par comprendre qu'on avait devant soi la menace d'une révolution radicale, du désordre et du pillage. La grandeur du péril fit céder le courage. La garde nationale se rallia, l'Assemblée Nationale se déclara en permanence, et confia le commandement général des forces armées au général Cavaignac, ministre de la guerre. De son côté, la commission Exécutive fit enfin preuve d'un zèle et d'une énergie malheureusement trop tardifs. "Si nous n'avons pu prévenir l'effusion du sang si noblement versé par la garde nationale, s'écria M. de Lamartine à l'Assemblée, du moins nous en avons l'honneur d'y joindre le nôtre." Et il se rendit au plus fort du péril, ainsi que ses collègues Garnier Pagès et Arago. Celui-ci, après avoir inutilement harangué les insurgés dans le faubourg Saint-Jacques, fait pointer le canon contre eux. Divers représentants avaient suivi les membres de la Commission Exécutive sur le champ de bataille. L'un, Pierre Bonaparte, fils de Lucien et un cheval blessé par une balle à côté de M. Lamartine; un second, M. Dornès, ancien rédacteur du *National*, recueillit, à côté du général Cavaignac, une blessure grave qui met ses jours en péril; un troisième enfin, M. Bixio, est atteint d'une balle, au moment où il veut faire entendre le langage de la raison aux malheureux qu'on égare et qui tombent dans les bras de M. Recrut, ministre et médecin, qui lui donne aussitôt les premiers soins. Le brave général Bèdeau et M. Clément Thomas, ex-commandant général de la garde nationale, qui, deux jours auparavant, avait résigné ce commandement, ont également reçu, dans cette première journée, des blessures heureusement peu dangereuses.

Quant aux résultats généraux, ils étaient à peu près nuls. La force armée avait bien emporté les barricades des portes Saint-Denis et Saint-Martin, et quelques autres élevées dans les faubourgs du Temple et Saint-Jacques, mais ces avantages n'avaient été obtenus que par de grands sacrifices d'hommes, et les révoltés regagnaient sur quelques points de Paris ce qu'on leur avait perdu sur d'autres. A vrai dire, le péril, loin de diminuer, s'était accru. Les insurgés montraient une résolution, une audace effrayantes. Une barricade de la rue de Cléry avait été trois fois prise et reprise. La dernière fois, sept hommes seulement et deux femmes tiennent ferme. L'un d'eux est tombé sur la place, et la main debout sur les jantes d'une roue de voiture; bientôt il tombe et ne se relève plus. Alors nous assistons à un de ces actes que retracent nos annales révolutionnaires. Une grande et belle jeune fille, dite nue, le devant des cheveux recouvert d'une fançonne de dentelles, les bras nus, et qui, par ses manières et son costume, semble appartenir à la classe des demoiselles de magasin, s'empara du drapeau, passa par-dessus la barricade et s'avance au-devant de la garde nationale, qu'elle provoque de la voix et du geste en agitant son drapeau rouge. Les gardes nationaux, trouvant cette jeune fille au bout de leurs fusils, cessent leur feu; mais celle de la barricade continue: ils sont à la fin obligés de riposter, et la jeune républicaine tombe morte. L'autre femme s'élançant, à son tour, relève la tête de sa compagne, s'empara du drapeau, et furieuse, elle couvre d'outrages et de pierres les assaillants, jusqu'à ce qu'elle tombe elle-même avec quatre hommes de la barricade, qu'un garde national, se détachant va seul enlever le sabre à la main.

Dans les rangs de la milice citoyenne, se sont accomplis, ce même jour, aussi, des traits de courage héroïque. Je n'en citerai que le suivant. Un garde national de la 30<sup>e</sup> légion nommé Leclerc, voit tomber à côté de lui son fils, atteint, à quelque distance, de deux blessures, dont la seconde est mortelle. Il ne reste encore un fils, dit-il, je vais le chercher auprès de sa mère, il saura venger son frère, ou mourir comme lui pour la cause de l'ordre. Avec une force stoïque, il charge le cadavre sur ses épaules, et peu d'instants après revient au combat accompagné de son second fils. L'Assemblée nationale s'ouvrit, le 24, sous le poids d'une profonde anxiété. La lutte avait duré toute la nuit, et le bruit de la monnaie retentissait de toutes parts. Tous les cœurs étaient oppressés, tous les esprits inquiets. La confiance publique s'était écartée de la commission exécutive, et ne lui était pas revenue, malgré son zèle patriotique de la veille. On sentait que les cinq têtes et les dix mains de cette commission sans accord et sans harmonie ne valaient point, pour le salut de Paris, une seule tête et deux mains fermes. On résolut d'avisé avec nécessité de la situation. Par un premier décret, l'Assemblée nationale déclara l'adoption par la patrie, des veuves et des orphelins de tous ceux qui avaient succombé et succomberaient pour la défense de l'ordre; par un second décret, l'Assemblée se déclara en permanence, mit Paris en état de siège, et délégua tous les pouvoirs exécutifs au général Cavaignac.

La mise de Paris en état de siège souleva dans l'Assemblée une protestation de cinquante membres, composant ce qu'on appelle la *Montagne*, autrement dit le stable noyau des républicains de la veille, parmi lesquels figuraient MM. Lagrange, Causseville, Félix Pyat, Lamennais, Pierre Leroux, etc. mais cette mesure de salut public et les pouvoirs conférés au général Cavaignac, furent accueillis au dehors par de vives acclamations. Le général Cavaignac, investi de ses pleins pouvoirs, le général Cavaignac

se disposa à donner comme il le dit militairement, un vigoureux coup de collier pour le lendemain. Il confia au général Lamoricière de corps destiné à agir contre les faubourgs Poissonnière et du Temple, au général Duvivier le corps destiné à protéger et débarrasser l'Hôtel-de-Ville, il y envoya le général Négrier au faubourg St-Antoine, le général Damesme à la Sorbonne, et il nomma le général Perrot commandant supérieur des gardes nationales de la Seine. Ses auxiliaires ainsi choisis, il résolut d'empêcher d'abord l'insurrection de s'étendre, et de la concentrer ensuite dans le faubourg St-Antoine en délogant son aile gauche et son aile droite des faubourgs St-Jacques et Poissonnière. Pour arriver au premier de ces résultats, il chargea la garde nationale du service de la cité et de la grande des rues, dont tous les tenants et aboutissants furent occupés par de fortes patrouilles. Pour empêcher que les munitions et les vivres ne fussent portés aux insurgés, ordre fut donné de ne laisser passer personne sans un permis ou sans motifs valables pour empêcher qu'on ne tirât sur les troupes du haut des fenêtres et à travers les persiennes, comme on l'avait fait dans certains quartiers, ordre fut donné à tous les habitants de tenir rigoureusement leurs persiennes ouvertes et leurs fenêtres fermées. Paris devint ainsi une immense cage à millions de compartiments, et pendant trois jours ses 110 mille habitants ont été prisonniers dans cette cage, dont les barreaux se fermaient inexorablement sur eux. Pendant ces trois jours on n'a pas vu, on n'a pas entendu, on n'a pas pensé, on a ruméiné. Les produits des marchés publics ont atteint des prix fabuleux. Il est vrai que si les repas de la population étaient maigres, ils avaient pour assaisonnement les bruits sinistres de la canonnade qui, à eux seuls, amortissaient tout le fait.

Pendant ce temps, les mesures militaires prises par le général Cavaignac avec unité et vigueur, réprimaient toutes les attaques des insurgés contre l'Hôtel-de-Ville dont ils touchaient les portes pour ainsi dire, les barricades de la place Maubert étaient enlevées et le Panthéon pris, après une vive canonnade, par la garde nationale et l'armée qui y pénétrèrent à la bayonnette et y firent 1,500 prisonniers. Dans cette journée, le général Damesme fut atteint d'une balle à la cuisse en enlevant la barricade de la place de l'Est-rapade. Après avoir perdu un moment connaissance entre les bras des médecins qui firent aussitôt l'extraction de la balle, sa première pensée en revenant à lui était de crier: *Vive la République!*

Plus malheureux encore, le général Brès et son aide-de-camp tombèrent victimes d'un horrible gâchis à la barrière de Fontainebleau; mais la jeune garde mobile tira de cette double trahison une vengeance qui glâca d'effroi.

Le dimanche 25 juin, le général Duvivier repoussa l'émeute des rues qui s'étendent de l'Hôtel-de-Ville à la rue St-Antoine. Dans ces rues étroites et longues, les insurgés s'étaient emparés de presque toutes les maisons, en avaient matassé les croisées et tiré de là presque à coup sûr. Ils avaient établi, entre les édifices occupés, des communications intérieures, en sorte qu'ils pouvaient se rendre, comme par des allées couvertes, d'un point extérieur jusqu'au centre, où une suite de barricades les protégeait. Ils avaient fait de tout ce quartier une forteresse immense qu'il a fallu détruire pierre à pierre. La place des Vosges, ancienne place Royale, fut dégagée le même jour, et le général Davyier put opérer sa jonction sur la place de la Bastille avec le général Lamoricière, qui débouchait par le faubourg du Temple, après avoir dégagé Montmartre, la Villette, la Chapelle St-Denis, et enlevé la triple position de la douane, de l'Eglise St-Vincent-de-Paul et du cloître St-Lazare. En ce dernier lieu, les insurgés s'étaient retranchés dans une église en construction dont les murs défiaient le boulet. On fut obligé de les déloger avec des obus, tandis que le canon enfonceait les portes de la douane, où le général Lamoricière entra le premier sur son cheval.

Mais ces succès, trop lents au gré de l'impatience publique, avaient été achetés par les sacrifices morelles du colonel Charbonnel, représentant du peuple, et du général Renault, par celles heureusement moins graves des généraux Duvivier, Korte et Fouché, par la mort du général Lafontaine et celle à jamais regrettable du général Négrier, héros officier de Constantine, atteint d'une balle au front sur la place de la basilique. Une nouvelle non moins douloureuse se répandit bientôt dans Paris. Son archevêque, fidèle à la mission de paix et de charité que le Christ a transmise à ses apôtres, avait offert au général Cavaignac d'aller au milieu des insurgés porter des paroles de clémence et de réconciliation. Le général avait approuvé avec émotion ce pieux dessein, qu'il accomplit courageusement le digne prêtre. Il avait gravi l'une des principales barricades du faubourg St-Antoine, et le feu avait cessé à sa voix paternelle, lorsqu'une fautive méprise, une sorte de panique, le fit renouveler de part et d'autre. Pris entre deux feux, l'archevêque reçut dans les reins une balle tirée, dit-on, d'une fenêtre. Il fut relevé par les insurgés qui déplorèrent vivement ce meurtre fatal dont ils se déclarent innocents. L'infortuné prêtre est mort, le 27, des suites de cette blessure. Sa mort, dont vous lirez les touchants détails, a été un véritable deuil pour tous les Parisiens qui l'ont honoré et le regrettent également. Un pareil trépas vaut la plus glorieuse vie.

Le même jour, le général Cavaignac adressait aux insurgés une proclamation dans laquelle il leur offrait le pardon "comme à des frères repentants," et leur disait: "que les défenseurs de la République étaient prêts à les recevoir." Vain appel; offre inutile! Une seconde proclamation ordonna le désarmement de tout garde national qui, sans motif légitime, refusait de concourir à la défense de la République. Une troisième ordonnait l'arrestation de M. Emile de Girardin et la suppression de son journal, le *Press*, ainsi que celle des journaux la *Revolution*, la *Vraie République*, l'*Organisation du Travail*, l'*Assemblée Nationale*, le *Napoléon Républicain*, le *Journal de la Canaille*, le *Lampion*, la *Liberté*, le *Père Duchêne*, et le *Pilori*. Toutes les opinions extrêmes furent ainsi coupées de leur dictionnaire. Mais ce sont là de pures hypothèses jusqu'à présent. Je reprends le récit du drame sanglant dont heureusement le dénouement approche. Le lundi, 26 juin, l'insurrection chassée successivement de tous les points qu'elle avait occupés, sur la gauche et sur la droite, était refoulée et concentra

trée dans le faubourg St-Antoine et le quartier Popincourt. Toutes les rues étaient coupées de colossales barricades. Celle dite du Faubourg en comptait 65 à elle seule. Les insurgés avaient en outre au gré ou de force, presque tous les habitants dans leurs rangs; ils s'emparaient, parfois, des femmes et des enfants et s'en faisaient un rempart contre les saillants dont l'armée s'abaissait à cet aspect. Cependant, trois représentants, M. J. Larabit, Galy-Gazat, et Desvaux, profitant de l'autorisation que l'Assemblée avait donnée à chacun de ses membres de se mettre en rapport, avec les insurgés pour les amener à la soumission, s'étaient rendus dans le faubourg St-Antoine à la suite de l'archevêque de Paris, et s'étaient trouvés forcés de se jeter de l'autre côté de la barricade au moment où s'échangeaient les coups de feu qui causaient la blessure du prêtre, ils avaient été gardés comme otages par les révoltés. Ils firent tous leurs efforts pour ramener ces derniers à la raison, et, grâce à leurs instances, des négociations verbales furent entamées, à trois heures du matin, entre le président de l'Assemblée et le général Cavaignac d'une part, et quatre délégués du Faubourg, accompagnant M. Larabit, de l'autre. Ce dernier avait été envoyé en négociateur sur sa parole, et il remplit son rôle limité de Régulus avec une fidélité toute romaine. Les révolutionnaires demandaient que leurs droits de citoyens Français leur fussent continués, et M. Larabit, apostillant leur demande, la déclarait juste et conforme à ses sentiments. M. Sénard et le général Cavaignac en jugèrent autrement. Ils exigèrent une soumission absolue, et déclarèrent que, si cette soumission n'avait pas lieu, avant dix heures, du matin, le Faubourg serait envahi d'assaut et les vaincus passés au fil de l'épée. A six heures, en effet, le feu a commencé. On avait élevé sur la place de la Bastille, prise la veille, une batterie de canons qui, enfilait le Faubourg. Ces obus ne tardèrent pas à mettre en feu les premières maisons, et le café Charmante qui avance jusque sur la place. Une maison n'avait été créée et s'avantant déjà assez loin pour pouvoir faire sauter quelques maisons. En même temps, le général Lamoricière attaqua le quartier Popincourt, abattit les barricades avec du canon et descendait vers le Faubourg pour le prendre en flanc. Les insurgés, reconnaissant l'impossibilité de résister, envoyèrent un parlementaire déclarer qu'ils se rendaient à discrétion. En apprenant cette nouvelle, contrainte d'abord par un bruit de trahison, puis heureusement confirmée, toutes les poitrines furent soulagées du poids qui les oppressait depuis quatre jours. On ne se réjouit pas, car il y avait trop de deuil autour de soi, mais on remercia Dieu. On ne remercia surtout, lorsque les documents saisis sur les insurgés révélèrent leur but, et leurs espérances. L'un de ces documents est un projet de décret ainsi conçu:

"Art. 1<sup>er</sup>. Tous les citoyens qui paient plus de fr. 200 d'impôts, sont privés de leurs droits civils et politiques, pour dix ans. Art. 2. Toute propriété mobilière ou immobilière, appartenant à des citoyens ayant exercé des fonctions publiques quelconques depuis 1815, sera confisquée. Art. 3. La constitution de la France sera celle de 1793. Art. 4. La République est dissoute."

On a apporté à la Commission de l'Assemblée un drapeau sur lequel étaient écrits, en lettres rouges, ces mots: *VAINQUEURS, LE PILLAGE!*

Sur la plupart des blessés, et des prisonniers, il a été répandu, des sommes d'argent et des promesses non signées, qui rattiraient aux croisées quatre heures de pillage et un salaire de 5 francs par jour. D'où provient cet argent? Quels étaient les auteurs de ces instigations infernales? C'est un mystère que l'insurrection dévouerait sans doute. On cite le nom d'un banquier, M. Hély d'Oysel, arrêté au moment où il distribuait cet odieux prix de sang, et si l'on en croit les déclarations faites à la tribune par le général Leblond, il y aurait parmi les promoteurs du complot plus d'un personnage haut placé. Je ne vous répéterai pas les bruits qui circulent à ce sujet; la réputation d'un homme est chose trop sacrée pour la tenir du souffle même d'une simple rumeur. Mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'un instigateur, qui avait pris le nom de M. Narbonne, a été saisi par les insurgés avec son domestique et fusillé sur l'heure; c'est que parmi les combattants tués sur les barricades, se trouvèrent le rédacteur en chef du journal populacière le *Père Duchêne* et deux de ses collaborateurs.

C'est à la criminelle fermentation que ces agents provocateurs ont subie aux passions populaires, qu'il faut attribuer les cruautés trop nombreuses qui ont déshonoré cette guerre fratricide. Je ne vous citerai pas les détails effrayants qu'accueillent un peu trop à la légère, je crois, les divers organes de la presse. Il y a malheureusement bien des faits vrais dans tous ces rafflements de cruauté, dans ces vengeances de cruautés, mais aussi il y a bien des exagérations, bien des histoires faites à plaisir. "Ce qui est plus authentique et plus consolant, ce sont les traits non moins nombreux de courage héroïque et de charité chrétienne qui représentent les yeux et l'âme dans ces sombres annales. Des jeunes gens, des enfants de quinze à seize ans, enrôlés dans la garde nationale mobile, ont fait des actions dignes des plus vieux et des plus nobles guerriers. L'un de ces enfants, nommé Martin qui avait gravi le premier cinq barricades et enlevé un drapeau, a été embrassé par le général Cavaignac qui lui a immédiatement donné sa propre croix d'honneur en lui disant: "Tu n'es bien gagnée. Et le jeune décoré de s'écrier avec naïveté: "Que papa sera content!" Un autre de ces héros improvisés, revenant aussi chargé d'un drapeau pris sur une barricade, reçoit les honneurs militaires de la part de sa compagnie, et il est si surpris de cet honneur inattendu qu'il se met à pleurer, le pauvre et noble enfant! Un autre spectacle non moins beau que tous ces beaux traits, c'est celui de l'empressement patriotique avec lequel les gardes nationales des principales villes de France, sont accourues au secours de Paris, à la première nouvelle de ces périls. Depuis trois jours, ces recrues fraternelles arrivent de toutes parts, de Rouen, de Havre, d'Orléans, de Tours, de Bordeaux, même nous ont envoyé les plus braves enfants de leur population. Heureusement nous n'avons pas eu besoin de leurs secours. Mais leur présence a, après avoir consisté en un fait qui est certain désormais, c'est qu'ils n'ont jamais Paris tombé